



# La « ville patrimoniale » comme modèle

Le rôle des politiques culturelles dans l'aménagement du centre historique de Naples

**Marta Pappalardo**

Cet article, issu de recherches de doctorat<sup>1</sup>, questionne la patrimonialisation des centres-villes comme processus de standardisation non seulement des formes et des politiques urbaines, mais également d'un certain modèle de « société responsable », dans lequel la protection du patrimoine urbain serait gage d'un savoir vivre nécessaire pour habiter les centres.

Le patrimoine est un élément matériel auquel on assigne une signification, un rôle symbolique de représentativité – d'une époque, d'une culture, d'un groupe social – permettant de spatialiser un certain rapport au passé (et au futur). Le processus de définition de ce qui fait patrimoine, autrement dit l'assignation d'une signification à un objet matériel, est défini, à partir des années 2000, par le terme « patrimonialisation ». La mise en patrimoine et la légitimation des groupes sociaux qui en sont les initiateurs ne sont pas toujours des processus consensuels, malgré leur vocation « universelle » : la capacité de protéger le patrimoine devient indice de « responsabilité citoyenne » et de respect de l'Histoire. En effet, la patrimonialisation est un « accord social implicite (souvent territorialisé et institutionnalisé) sur des valeurs collectivement admises » (Di Méo, 2007) : dans ce sens, elle correspond à la construction d'un consensus autour de certaines valeurs considérées comme dignes d'être conservées. De fait, on ne patrimonialise pas tant ce que l'on a été que ce que l'on veut être. Sous cet angle, on peut parler de patrimonialisation comme légitimation, à la fois de certains objets, mais surtout des groupes sociaux qui procèdent à la labellisation (Amougou-Mballa, 2012). Outre le fait de légitimer ceux qui en sont à l'origine, la patrimonialisation légitime également tous ceux en

mesure d'accéder au patrimoine grâce à leur capital culturel. L'accès aux monuments et aux sites pose la question de la rupture entre l'espace patrimonial (pour les touristes et les institutions) et l'espace de la vie quotidienne (pour les habitants).

L'étude des centres-villes révèle les enjeux liés non seulement à la réhabilitation du patrimoine, mais également et surtout à son exploitation économique. Dans les centres, la mise en patrimoine est devenue la politique de développement urbain la plus courante, car elle permet des bénéfices importants tout en insistant sur la valorisation de l'histoire dans un processus de « marchandisation de la culture » (Harvey, 2008). L'affirmation du centre-ville en tant que centre patrimonialisé à vocation touristique est l'un des aspects majeurs de la transformation des villes à l'heure de la globalisation. En effet, le centre n'est plus le haut lieu de la production, mais reste une expression du pouvoir, à la fois politique et symbolique (Sassen, 2009). De nouvelles fonctions et de nouvelles pratiques s'affirment dans les centres-villes, qui deviennent les lieux privilégiés de la consommation culturelle et du tourisme « responsable ». La « redécouverte » des centres, avec la patrimonialisation comme stratégie de développement et l'exploitation économique comme but, conduit à un changement social qui semble inévitable. La valorisation immobilière et la gentrification qui en découlent semblent parfois même constituer l'objectif principal des politiques patrimoniales et de réhabilitation des centres.

En prenant comme cas d'étude le centre-ville de Naples, classé « patrimoine de l'humanité » par l'Unesco, il est possible d'étudier les politiques patrimoniales menées depuis 2009 comme résultant d'une standardisation de l'aménagement urbain et comme une forme de

1. « Mériter » la ville globalisée : la production des espaces urbains en centre-ville, entre discours et pratiques micro-locales. Naples et Le Caire, thèse de doctorat, université Paris X-Nanterre, 2016.

reproduction d'une norme sociale délégitimant les classes populaires, au profit de couches supérieures et d'un tiers acteur : le touriste. Nos enquêtes ethnographiques de terrain conduites entre 2013 et 2014 démontrent les tensions entre une patrimonialisation « par le haut », menée par les institutions locales en référence à un modèle global, et une appropriation patrimoniale « par le bas », selon des critères et des pratiques autres que ceux de la culture culte dominante.

#### Méthodologie d'enquête de terrain

Cette recherche interdisciplinaire suit une méthode construite sur mesure en contexte. La pratique de l'observation et de l'entretien, propre à l'enquête qualitative, vient compléter les analyses architecturales et urbaines, menées sur place à l'aide du croquis et de la photographie. L'observation des pratiques quotidiennes, ainsi que quelques premiers entretiens exploratoires, ont permis d'identifier un certain nombre de lieux significatifs en tant que micro territoires pour l'enquête ethnographique. Ces derniers ont fait ensuite l'objet d'observations systématiques, ainsi que d'approfondissements à l'aide d'entretiens semi-directifs avec les acteurs principaux. Les observations effectuées peuvent être répertoriées en trois catégories majeures : l'observation visant à rendre compte de l'organisation de l'espace, des pratiques et des marquages des lieux ; l'observation de pratiques et de moments spécifiques (cérémonies, conférences, manifestations) ; le suivi de groupes et balades commentées, avec un noyau plus réduit d'acteurs. L'analyse des documents d'urbanisme vient compléter ces observations : d'une part, les propos énoncés dans les documents de présentation du Grand Projet Centre historique Naples Unesco, de l'autre les images du projet. Les textes écrits véhiculent l'image « officielle » de la ville et présentent une « vision » de ce qu'elle veut devenir. La cartographie et les modélisations 3D montrent des vues des quartiers cibles complètement transformés à l'attention du public. La portée de ces images s'étend bien au-delà de l'effective réalisation du projet, leur pouvoir résidant dans la communication d'une image idéal-typique. En parallèle de l'étude des documents de projet, l'analyse des stratégies de communication mises en place par les aménageurs – sites Internet, conférences de presse, brochures –, permet de mettre en lumière les arguments utilisés par les différents acteurs dans les discours « officiels » sur la ville.

#### Production de la ville et globalisation : la standardisation par l'exploitation de l'unicité ?

Depuis les années 1980, un urbanisme particulier émerge avec la globalisation, résultant de la restructuration des rapports de pouvoir à différentes échelles, avec le primat de l'échelle urbaine. La globalisation ouvre la voie à la circulation internationale des flux de capitaux, et engendre une compétition accrue entre les villes, dont le pouvoir dépasse maintenant le rôle traditionnellement central de l'État-nation (Sassen, 2009). La ville, devenue métropole, puis mégapole, est le centre des enjeux de la globalisation et se constitue de plus en plus comme un système autonome, détaché de son territoire régional et inscrit dans un réseau de villes globales. Dans différents ouvrages, D. Harvey présente un modèle d'urbanisation capitaliste dans lequel le marché néolibéral serait à l'origine des

mêmes formes d'aménagement urbain, caractérisées par la privatisation et le renforcement des dynamiques marchandes (Béal, 2014). Pour attirer les investisseurs et ainsi augmenter ses chances d'accumulation de capital, les villes entrent en compétition entre elles à travers la production urbaine. Cette stratégie, que Harvey qualifie de « captation de rentes de monopole », passe par l'exploitation de l'unicité, autrement dit des caractéristiques conférant à la ville une attractivité particulière. Ainsi, la valorisation des « traits culturels » devient l'un des piliers de la stratégie de communication des villes. L'objectif n'est pas réductible au tourisme et à ses avantages économiques : le vrai enjeu se situe dans l'accroissement du « capital symbolique collectif » de la ville, autrement dit ses marques de distinction qui peuvent être des puissants attracteurs de capitaux<sup>2</sup> (Harvey, 2008). Ainsi, l'intense activité culturelle de certaines villes, qui se traduit dans l'organisation de manifestations, la construction d'infrastructures culturelles, la labellisation du patrimoine ou encore la promotion à l'étranger d'une identité locale, relève d'une stratégie d'accroissement de ce capital symbolique. La promotion d'une image « gagnante » de la métropole doit servir à son développement : dans ce sens, le discours des aménageurs puise dans ce qui est considéré comme le « meilleur » de la ville pour le transformer en norme, et travaille ensuite à l'adhésion de l'ensemble de la société urbaine à ce modèle gagnant (Devisme, 2015). Harvey nomme le paradoxe de l'urbanisation capitaliste « disneyfication » : les gouvernements mènent des politiques ayant pour but l'exploitation des unicités de la ville pour lui permettre de se distinguer sur la scène internationale ; cependant, le choix de ce qu'il faut mettre en avant et les modalités de valorisation de ces atouts se font indépendamment du contexte local. Il en résulte une standardisation des espaces urbains et une tension accrue avec les instances locales. La construction d'un modèle idéal-typique permet aux aménageurs d'identifier clairement les groupes sociaux qui n'y répondent pas, et ainsi les exclure. Cette imposition d'un modèle dominant se fait essentiellement par la construction de son caractère universel dans l'imaginaire, à travers les médias, la littérature, la politique. Dans ce contexte, la culture et le patrimoine constituent des éléments-clés de la construction de cet imaginaire valorisant.

2. « Le capital symbolique est défini par Bourdieu comme « collection de biens de luxe qui témoignent du goût et de la distinction de leur propriétaire ». Ce capital est, bien sûr, une transformation du capital monétaire, mais « il produit son effet spécifique en ce, et seulement dans ce cas, qu'il efface le fait qu'il tient son origine dans des formes « matérielles » de capital qui sont en tout cas, à l'origine de ses effets ». [...] Puisque « les effets idéologiques plus efficaces sont ceux qui n'ont pas de parole, et qui ne demandent autre chose qu'un silence complice », la production de capital symbolique a des fonctions idéologiques, puisque les mécanismes grâce auxquels il contribue « à la reproduction de l'ordre constitué et de la domination restent cachés » (Bourdieu 1977, p. 188). » (Harvey, 1998, p. 309).

**Carte délimitant la zone classée en tant que « patrimoine de l'humanité » par l'Unesco en 1995 : 981 ha (en gris foncé) et une zone tampon (en gris clair) qui comprennent l'ensemble du centre historique de Naples**



Source : Comune di Napoli, 2009.

Le classement d'immeubles, secteurs urbains et paysages dans une liste mondiale du « patrimoine de l'humanité », répond à cette standardisation de la conception et de la pratique du patrimoine et de l'urbanisme. Considérée par les gouvernements locaux comme un atout sur la scène internationale, la labellisation Unesco emploie des outils et des critères universels avec pour but (paradoxal) l'exploitation de l'unicité d'un patrimoine. L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture naît en 1945 au sein de l'Onu, en réaction aux destructions causées par les deux conflits mondiaux. Depuis 1972, la liste du Patrimoine mondial de l'humanité ne cesse de s'agrandir. Si la labellisation d'un site en tant que « patrimoine de l'humanité » n'induit pas de financement direct, elle est devenue un enjeu majeur en matière de patrimoine au cours des dernières quarante années. Faire partie du patrimoine mondial est en effet gage d'une attractivité presque certaine. Cependant, le caractère volontairement globalisé de la labellisation Unesco n'est pas sans soulever plusieurs questionnements. Premièrement, il renvoie à la multiscalarité des rapports au patrimoine (Gravari-Barbas, 2012). En effet, le patrimoine peut être local, urbain, ou national : avec l'Unesco, il devient mondial. Si nous considérons le patrimoine comme l'affirmation d'un groupe social déterminé, l'existence d'un patrimoine mondial lui confère une légitimation

globale. Leur discours patrimonial ne se construit plus alors sur un consensus local ou national, mais dans un réseau international de groupes qui protègent le patrimoine contre ceux qui ne le font pas. Dans ce sens, les groupes ayant « à cœur » le patrimoine peuvent être très éloignés de la localisation du patrimoine lui-même. Les touristes, par exemple, s'approprient et revendiquent la protection de patrimoines qui peuvent être très lointains. La question de l'inscription sur la liste du patrimoine mondial renvoie donc à l'articulation global/local dans la définition du patrimoine. En effet, le fait d'identifier ce qui fait patrimoine relève d'analyses et de critères délocalisés ; cependant, les politiques de sauvegarde sont locales : les institutions locales (l'État, mais plus généralement la Ville) doivent « traduire » les injonctions globales dans des politiques localisées.

La liste du « patrimoine de l'humanité » est très longue, mais la répartition géographique des sites reste inégale : sur les 981 sites répartis dans 160 pays, 254 sont des « centres historiques » européens, dont celui de Naples. Bien que l'Unesco regroupe 195 États membres, la densité de sites en Europe, et le conséquent vide sur d'autres continents, comme par exemple l'Afrique (Lazzarotti, 2010), est symptomatique de la partialité de la conception même de patrimoine, calquée sur un modèle occidental de définition, de valorisation et de fréquentation (Di Méo, 2007). La volonté de respecter les

injonctions de l'Unesco pour ne pas perdre la position acquise dans le classement et la nécessité de posséder un patrimoine attractif pour le plus grand nombre de touristes mènent à une distorsion entre la perception locale du patrimoine et son traitement économique-touristique (Russeil, 2005).

Le label Unesco intervient de manière directe dans la mise en place des axes stratégiques du Grand Projet Centre historique Naples Unesco<sup>3</sup> (Comune di Napoli, 2009, p. 39<sup>4</sup>) : le premier, prônant « l'attractivité culturelle et touristique » fait de la fréquentation du centre et de l'accueil des touristes le pivot du développement de la ville ; le deuxième, visant à atteindre la « compétitivité du système productif régional », se base sur l'implantation d'activités économiques « compatibles avec l'identité du site Unesco » ; et le troisième porte sur l'efficacité énergétique dans la gestion des monuments historiques et des espaces centraux en général. La question d'une « identité du site Unesco », à laquelle la ville et ses habitants doivent se conformer, est l'un des piliers du discours aménageur véhiculé par le document du GPU.

### **Le centre-ville de Naples, à la recherche d'un modèle « gagnant »**

Naples, troisième ville par taille en Italie, jouit d'une localisation naturelle privilégiée, entre le Vésuve et la mer, et d'une histoire stratifiée dans le tissu urbain depuis l'époque grecque. En raison de ces atouts, elle compte depuis presque trente ans sur le patrimoine comme vecteur de développement. La reprise en main du centre-ville, au cœur de l'entreprise de promotion de l'image de la ville sur la scène internationale, se développe principalement à travers la politique des grands événements, la mise en place de facilitations aux touristes dans l'accès aux espaces publics et la promotion de la consommation culturelle. Si cette « politique symbolique » (Vallat, Marin et Biondi, 1998) a connu ses fastes dans la période de la « renaissance napolitaine » des années 1990, aujourd'hui elle est davantage critiquée par la population, qui craint de ne pas bénéficier de ses effets.

En 1995, l'Unesco accepte la candidature de la ville pour intégrer le patrimoine de l'humanité. L'aire classée correspond à 1 021 hectares (ainsi qu'à une zone tampon de 1 350 hectares) et est considérée comme un « ensemble

urbain<sup>5</sup> » (carte page précédente). Le classement Unesco et les politiques du maire A. Bassolino ont ouvert le chemin à une série d'aménagements urbains dédiés à la culture et au tourisme. Des initiatives encore d'actualité aujourd'hui, telle que la campagne Adopte un monument, promue au sein des écoles, ou l'organisation du mois de manifestations culturelles Mai des monuments, reflètent l'intérêt pour la culture comme levier de développement urbain. Cette politique, qui se veut universelle, ne concerne de fait qu'une partie de la société urbaine, celle dotée d'un capital culturel et économique plus élevé : les « autres » deviennent alors les laissés pour compte de la « renaissance », comme le témoigne l'échec, sur le long terme, des politiques de promotion sociale dans les quartiers centraux.

La période de déclin après la fin du gouvernement Bassolino compte parmi ses épisodes les plus connus la crise du traitement des déchets en 2008 (Corona et Franzini, 2009) et l'échec de nombreuses politiques urbaines et sociales. Le maire L. De Magistris, élu en 2011, tente alors de promouvoir la ville à travers de grands événements de renommée mondiale : Forum urbain mondial, America's Cup, Forum universel des cultures, chacun de ces événements génère des ressources importantes pour la ville, non sans déclencher des polémiques. En effet, reprenant la politique de son prédécesseur dans son aspect événementiel, le maire initie des projets fondés sur une spectacularisation de l'urbain, par le biais de festivals, de manifestations culturelles ou sportives, bref par l'encouragement systématique à la fréquentation des espaces publics (Froment et Grésillon, 2014), tout en éloignant progressivement les quartiers du centre historique de leur fonction de cadre de la vie quotidienne.

Dans ce contexte, la stratégie du Grand Projet Centre historique Naples Unesco arrive aujourd'hui à la fin d'une parabole longue et travaillée. Le projet naît sous le nom de Grand Programme Centre historique Naples Unesco, lancé officiellement en 2009, après l'accord signé entre la région Campanie, la municipalité de Naples, le ministère de la Culture, la Diocèse de Naples et l'Unesco. Le programme prévoyait des interventions dans plusieurs secteurs – qualité urbaine, environnement, culture, *welfare*, mobilité, tourisme (Comune di Napoli, 2009). Prévu au départ pour quatre grandes zones du centre, le projet a été

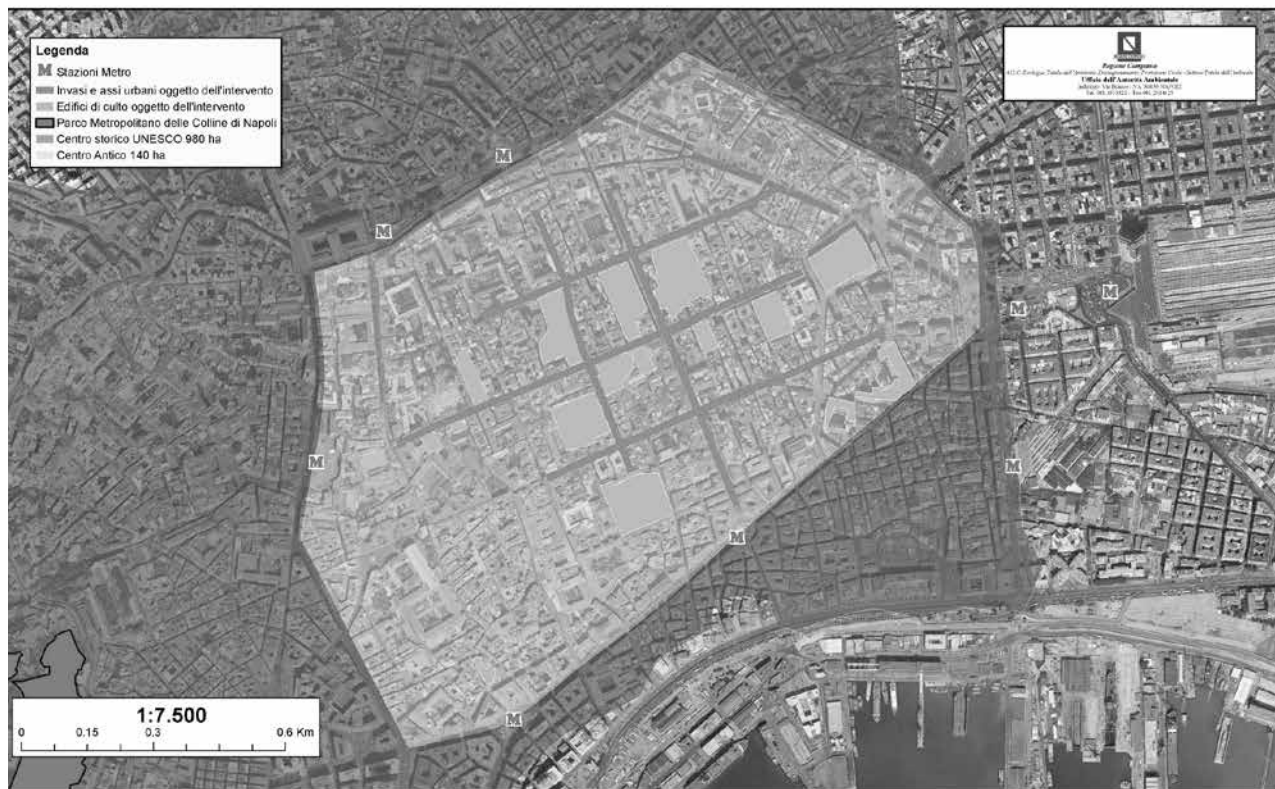
3. Également appelé par l'acronyme GPU (Grand Projet Unesco), notamment dans les instances de divulgation du projet.

4. Toutes les citations issues de documents de projet sont traduites de l'italien par l'auteure.

5. « Décision – 19COM VIII.C.1 – Inscription : Centre historique de Naples (Italie). Le Comité a décidé d'inscrire ce bien sur la base des critères (II) et (IV) considérant qu'il possède une valeur universelle exceptionnelle. C'est l'une des plus anciennes villes d'Europe dont le tissu urbain contemporain conserve les éléments de sa longue histoire riche d'événements. Sa situation sur la baie de Naples lui donne une valeur qui a exercé une profonde influence sur une grande partie d'Europe et au-delà. » Source : Unesco, inscription du centre historique de Naples sur la liste du Patrimoine mondial, [en ligne] <http://whc.unesco.org/fr/>, page consultée le 22 mars 2011.

Carte des interventions du Grand Projet Centre Historique Naples Unesco : en évidence, les lots d'immeubles publics soumis à « restauration et réaffectation » et les rues cible du projet de requalification de l'espace public

### Grande Progetto: "Centro storico di Napoli, valorizzazione del sito Unesco"



Source : Comune di Napoli, 2009.

limité en 2014 du fait de restrictions budgétaires à l'aire du *centro antico*, la plus touristique et la plus dense du point de vue patrimonial. Le projet s'est réduit à une intervention sur vingt-cinq immeubles publics, notamment des églises et des palais historiques, pour « restauration et réaffectation », et deux projets de requalification de l'espace public (carte ci-dessus). La partie la plus discutée de la nouvelle version du GPU est celle qui prévoit trente millions d'euros pour la requalification de la trame urbaine du *centro antico*. Intervenir dans ces espaces suppose en effet de modifier l'appropriation populaire de l'espace public, qui se fait « derrière » les monuments et les espaces fréquentés par les touristes. Si les *decumani* – artères principales – sont aujourd'hui vouées au tourisme et à la consommation culturelle, les *cardines* – ruelles perpendiculaires – sont le théâtre d'une dégradation importante, mais également d'une appropriation très marquée de l'espace par les habitants.

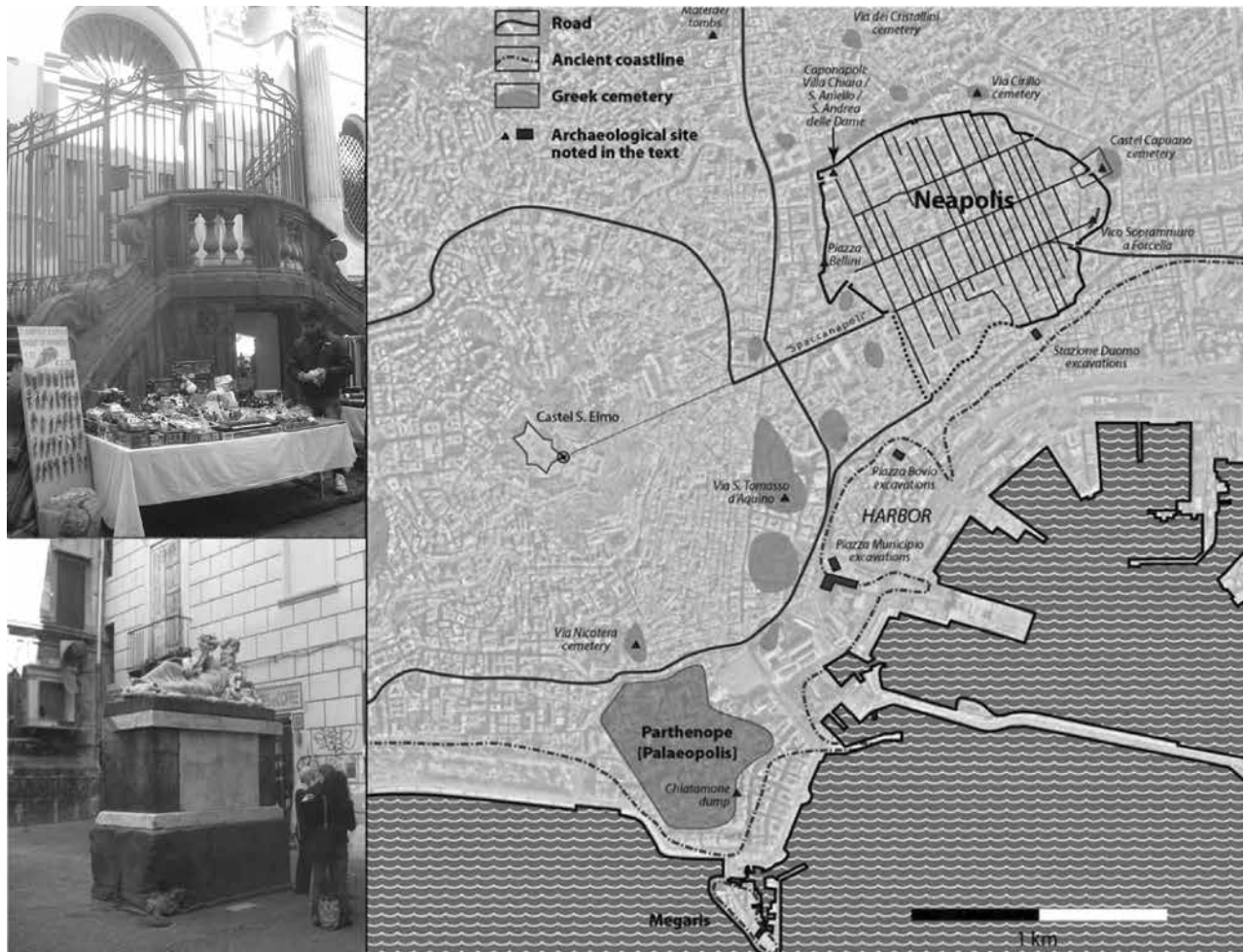
Le *centro antico*, correspondant essentiellement à la trame des *decumani* et des *cardines* entre la place Dante à l'ouest et la porte Capuana à l'est, la rue Foria au nord et le cours Umberto I au sud, n'est pas le quartier le plus pauvre de la ville, car historiquement occupé par une population

composite<sup>6</sup>, mais son caractère populaire ressort fortement malgré la présence de nombreux monuments. Si le débat autour de la distinction entre ce centre « ancien », et le centre historique objet d'urbanisations successives a enflammé le milieu intellectuel napolitain depuis les années 1970 jusqu'au classement Unesco, la vocation « patrimoniale » du quartier s'affirme pleinement seulement depuis les années 1990 (carte page suivante). Avant cela, malgré la présence de monuments incontournables, le quartier était fortement paupérisé et à vocation résidentielle. L'habitat, dégradé après la Seconde Guerre mondiale et suite au tremblement de terre de 1980, accueille alors deux types de résidents : les permanents, issus pour la plupart des couches populaires et du sous-prolétariat urbain, et les temporaires, principalement étudiants des établissements universitaires éparpillés dans le centre.

Le projet de patrimonialisation du centre-ville de Naples se double d'un discours de renaissance, dans le but

6. Le recensement 2011 dénombre 49 275 habitants dans le quartier, qui constituait la zone la plus peuplée du *centro antico* (la municipalité 4 compte 96 078 habitants). Le quartier s'étend sur 1,42 km<sup>2</sup> (sur les 9,27 km<sup>2</sup> de la municipalité 4) et la densité est de 34 701 habitants/km<sup>2</sup>. Source : Comune di Napoli, [en ligne] [www.comune.napoli.it](http://www.comune.napoli.it)

### Délimitation du *centro antico* au sein du centre historique de Naples : un quartier hybride, entre patrimoine et fonction résidentielle



Source : Google Images ; photos de Marta Pappalardo, 2013.

de réintégrer dans la ville les quartiers centraux marginalisés : en clair, faire revenir les élites. Le patrimoine fait alors partie de ce « bagage d'attractivité » censé rendre le centre plus agréable à vivre. Comme évoqué plus haut, la globalisation entraîne un paradoxe entre singularisation et standardisation des territoires : bien que le patrimoine renvoie à une unicité propre à chaque culture ou territoire, les espaces patrimonialisés courent plus que d'autres le risque de la standardisation. La patrimonialisation peut donc être analysée comme la stratégie urbaine principale d'un aménagement couplant sécurisation et investissements, censée engager des dynamiques vertueuses de changement des territoires centraux. Si le binôme patrimonialisation/développement est très fortement mis en avant, surtout par les acteurs institutionnels locaux, ces préconisations ne dépassent jamais l'état d'orientations stratégiques, et l'effet de ruissellement est presque donné pour acquis. En effet, la mise en patrimoine est vue comme une opportunité économique, à la fois à travers la création d'emplois liés au tourisme, mais également en ce qui concerne les bénéfices d'une éventuelle exploitation touristique et commerciale

du patrimoine bâti. Le slogan choisi pour le projet est très révélateur de cette intention : « La modernité entre dans la ville historique » (Comune di Napoli, 2009). La ville historique se serait ainsi arrêtée à un stade que l'on souhaite dépasser, et la nécessité d'une « modernisation » est présentée de manière positive. Ainsi, le slogan véhiculé déjà de manière implicite un jugement de valeur sur le centre-ville et ses habitants, considérés de manière négative comme « non modernes ».

La municipalité de Naples articule le GPU autour d'une « vision », autrement dit d'une idée majeure de ce que la ville devrait être, pour se positionner « au niveau des villes d'art majeures d'Italie et d'Europe ». Ainsi, la mise en avant d'une image de Naples en tant que ville « plus sûre, ordonnée et organisée » se construit autour de cette « identité du site Unesco », qui en devient l'atout principal. Le projet propose de repenser l'ensemble du centre historique en fonction de l'accueil des touristes, « en emphasiant l'appartenance au patrimoine Unesco », comme dans un « musée ouvert » (Comune di Napoli, 2009, p. 60). Cette vision idéalisée d'un centre historique

complètement consacré au tourisme entre en concurrence avec la reconnaissance, présente dans le document, du caractère hybride du centre historique de Naples, qui devient ainsi un problème à résoudre (Comune di Napoli, 2009, p. 10). Dans le document du GPU, les aménageurs dressent le portrait de Naples autour de ce que la ville n'est pas, en indiquant, bien que de manière indirecte, le côté populaire du centre comme la cause de son arriération.

### La « ville patrimoniale » comme modèle pour la société urbaine

Le dénominateur commun de toutes les préconisations du GPU est le lien avec la culture, entendue dans son acception centrée « sur les humanités classiques et le goût littéraire-artistique » (Morin, 1969, p. 57). Les aménageurs affirment dans le document du GPU que la reconquête de la ville doit passer par « un processus de réappropriation de la part des citoyens des lieux de la ville et de sensibilisation des habitants aux thématiques de l'entretien urbain ». Le document affirme ensuite la nécessité, afin d'arrêter la dégradation sociale du centre historique, de favoriser la résidence « de couches sociales culturellement élevées » (Comune di Napoli, 2009, p. 31). En effet, les aménageurs font de l'entretien du patrimoine, de l'appropriation des lieux et des modes de vie dans le centre une question de « sens civique » et de « culture du respect du patrimoine ». Ainsi, la constatation d'une situation de dégradation urbaine et sociale devient une question morale et alimente les discours concernant une « mauvaise image » de la ville. Des campagnes comme celle promue par le Bureau de la communication de la municipalité en 2014, invitant les citoyens à ne pas « salir les monuments » ou à ne pas jeter les déchets dans la rue, font un lien direct et explicite entre un certain type de comportement dans l'espace public et « l'amour » pour la ville<sup>8</sup> (ci-contre).

Le GPU se construit donc avec cet objectif de « prise de conscience » d'une nécessité de respect du patrimoine et de la ville en général : « [L]es citoyens devront trouver profitable de collaborer à la mise en œuvre du programme en reconnaissant l'opportunité, à travers le programme, de se « ré-approprier » les lieux et la vie de la ville » (Comune di Napoli, 2009, p. 35). Ce passage implique que les espaces nécessitent une « réappropriation » dont

7. Selon E. Morin, « Cette conception [...] est très fortement valorisée : le cultivé s'oppose éthiquement et élitiquement à l'inculte. Le mot culture oscille entre d'une part, un sens total et un sens résiduel, d'autre part un sens anthropo-socio-ethnographique et un sens éthico-esthétique. » (Morin, 1969).

8. Parmi les slogans de la campagne : « J'aime Naples et... je ne jette pas les papiers dans la rue » ; « J'aime Naples et... je ne salis pas les monuments » ; « J'aime Naples et... je n'abandonne pas les ordures dans la rue ». Source [en ligne] : [www.napolike.it/io-amo-napoli-campagna-di-sensibilizzazione](http://www.napolike.it/io-amo-napoli-campagna-di-sensibilizzazione)

### La campagne de la Municipalité de Naples : « J'aime Naples et... »





**Le seuil des *bassi*, utilisé comme une interface de rencontre et de socialisation entre l'intime et le public, crée un espace intermédiaire par les usages**



Photos M. Pappalardo, 2014.



les citoyens doivent prendre conscience pour permettre la réussite du projet. Cette formule renvoie également au binôme approprié/inapproprié, autrement dit à l'existence d'une utilisation appropriée des lieux, qui ne serait pas simplement une utilisation légale, mais une pratique valorisante, qui ne peut être mise en place que par des habitants tout aussi « appropriés ». Dans ce sens, l'urbanisme devient un outil spatial de reproduction sociale et économique, à travers une opération de « normalisation » de la population locale. Les classes populaires sont accusées de ne pas respecter et sauvegarder le patrimoine, et ainsi de faire baisser la réputation de la ville, bref de nuire à son capital symbolique. La mise en place d'une ville attrayante et compétitive va de pair avec une « citoyennisation par le haut » (Pérouse, 2011), l'établissement d'un système de droits/devoirs que le citoyen « comme il faut » doit respecter et auxquels il doit adhérer s'il possède cette « conscience urbaine collective » qui permet la pérennisation de ce modèle vertueux. La mise en place d'un modèle

de citoyen idéal, qui a conscience de sa ville, la respecte et la pratique de façon « acceptable », instaure un mécanisme de valorisation de soi/dévalorisation de l'autre, qui permet de mener des politiques d'exclusion urbaine et de les justifier à travers la condamnation de ceux qui ne « méritent » pas la ville globalisée.

### **Les micro territoires de l'appropriation populaire : de la légitimité des patrimoines « habités »**

Les questions soulevées dans les pages précédentes montrent comment la préservation et la valorisation du patrimoine se posent comme modèle, non seulement de développement urbanistique, mais surtout de citoyenneté et de citoyenneté. Nos enquêtes de terrain auprès des habitants du *centro antico* de Naples soulignent cependant que le caractère patrimonial du quartier ne peut être uniquement conçu comme élément de valorisation économique pour les élites ou les touristes, mais qu'il est parti intégrante de

la vie quotidienne des habitants. L'occupation d'un lieu au quotidien génère forcément des formes d'appropriation matérielle mais également symbolique. Quand les espaces en question sont des biens patrimonialisables, c'est-à-dire susceptibles d'être utilisés et de représenter quelque chose pour l'ensemble de la société, cela peut être source de conflit.

L'appropriation populaire des espaces centraux se manifeste sous plusieurs formes, selon l'espace investi et les pratiques déployées. Les habitants détournent et s'approprient les espaces patrimoniaux selon des marquages physiques et symboliques. Dans un environnement déjà construit, ils mettent en place des manières de se repérer, des toponymes propres, bref un système parallèle qui fait partie de leurs codes quotidiens et ne correspond pas toujours aux dénominations officielles. Ces signes et repérages servent notamment à créer des « espaces de référence » dans le centre historique, et ainsi à se distinguer, à affirmer une appartenance identitaire et spatiale bien précise. Les habitants issus des couches populaires vivent en grande partie à l'extérieur de leur logement : ils travaillent, se déplacent, se rencontrent, bref pratiquent l'espace de manière très visible. Les activités mélangent le plus souvent espace domestique, travail, relations de voisinage et temps libre, dans une imbrication très étroite. La même personne peut travailler depuis chez elle, recourir à des échanges monétisés avec les voisins, rencontrer d'autres personnes dans l'espace public « comme à la maison », etc.

L'appropriation micro locale de l'espace limitrophe au logement constitue l'une des formes les plus visibles de cette pratique de l'espace, qui se déploie de l'habitat aux pratiques de voisinage et au travail. Cette modalité est très visible, surtout dans les *bassi* napolitains<sup>9</sup>, où l'exiguïté de l'espace donne lieu à une grande variété d'appropriations extérieures. Les marquages physiques de l'appropriation suivent la morphologie et la position du logement. Ils peuvent être éphémères, faits d'éléments physiques mobiles, pouvant être enlevés pendant la nuit, ou en revanche constitués de petites architectures durables, comme une couverture pour protéger le linge étendu accrochée au mur d'en face. D'autres aménagent de véritables patios avec vérandas devant l'entrée de la maison<sup>10</sup>. Ainsi, entre l'espace de l'intimité totale et l'espace public, se dessine un espace « entre-deux », qui n'est pas privé au

sens juridique mais n'est pas non plus public, au sens de l'usage qui en est fait. Dans les commerces installés dans un *basso*, l'espace limitrophe sert toujours à l'étalage de la marchandise, installée de part et d'autre de la ruelle, pour permettre le passage. Un magasin qui n'aurait pas sa marchandise exposée ne serait pas attirant comme les autres. À la différence de la vente ambulante à même le sol, le commerce dans le *basso* permet de s'ancrer dans un espace et de le constituer comme sien, en permettant au vendeur à la fois de fidéliser une clientèle de proximité, et de se créer un réseau de relations au niveau micro local. Si l'« économie de la ruelle » typiquement napolitaine qui permettait aux différentes catégories sociales de cohabiter et se fréquenter les unes les autres a aujourd'hui disparu, la ruelle reste encore la ressource principale pour les occupants des *bassi*, qui construisent leur activité économique (formelle ou informelle) sur la centralité du quartier.

La pratique de l'espace public se différencie selon l'âge – les jeunes ayant des modalités de rencontre et des activités différentes des personnes âgées –, ou selon le genre – les femmes se rencontrant beaucoup autour du temps libre des enfants –, ou encore selon l'origine – les migrants n'occupant pas les mêmes places que les Napolitains et vice-versa. Pour tous, la présence physique dans le quartier prend une place centrale dans l'organisation de la vie quotidienne, même si les habitants se déplacent souvent à l'extérieur de celui-ci. Le *centro antico* est un quartier très valorisé pour son caractère monumental, mais les commerçants, surtout les artisans, tiennent aussi à souligner un autre ancrage, celui de l'habitat : « Nous habitons tous cette même rue : je travaille et j'habite ici, et je connais tout le monde<sup>11</sup>. » Si la centralité est souvent source de désagrément pour les habitants, qui déplorent la non-prise en compte de leurs besoins à la faveur des touristes, la présence de ces derniers est mise en avant comme un atout du quartier : ce caractère privilégié du territoire est reconnu comme une ressource par les habitants eux-mêmes, qui revendiquent l'opportunité de tirer profit de la grande fréquentation touristique. Les habitants interviewés accordent beaucoup d'importance à la possibilité de se déplacer à pied à l'extérieur du quartier : la mise en avant si poussée du caractère central du quartier, au-delà de son intérêt objectif, importe ici pour son rôle de ressource et de valorisation personnelle. En effet, la centralité est mobilisée comme argument contre les stigmatisations (réelles ou présumées) dont les habitants semblent en quelque sorte devoir se défendre. Contrairement à la narration véhiculée par les aménageurs, le caractère patrimonial n'est pas secondaire dans les discours des habitants du *centro antico* : ils tirent une satisfaction personnelle du

9. La typologie architecturale symbole du centre historique de Naples : des locaux en rez-de-chaussée souvent composés d'une pièce, ouverte directement sur la rue. À l'origine dépôts des immeubles bourgeois, ils sont devenus progressivement des logements pour les couches les plus démunies de la population.

10. Dans plusieurs *bassi* du centre historique, des petits murs délimitent un espace d'environ un mètre de profondeur devant la porte, décoré avec un sol carrelé et agrémenté de plantes vertes, que les habitants appellent le « balcon du *basso* ».

11. Entretien avec Adelmo D., artisan et habitant de la rue San Gregorio Armeno, 2014.

fait d'habiter « dans un endroit où il y a un monument à chaque pas », un lieu « plein d'histoire<sup>12</sup> ».

La question du « patrimoine habité » ouvre donc la réflexion sur le rapport entre les habitants et leurs espaces de vie : « [H]abiter le patrimoine signifie aussi ne pas être entièrement chez soi » (Gravari-Barbas, 2005, p. 14). Quand les habitants du centre historique, « habitent » le patrimoine avec leurs occupations et appropriations propres à la vie quotidienne, se comportant comme s'ils étaient complètement chez eux sans pour autant l'être, des tensions voient le jour. Naples présente des exemples intéressants d'occupation d'espaces patrimonialisés par des pratiques relevant de la vie quotidienne devenues le symbole d'une « mauvaise utilisation » des espaces patrimoniaux. Certains immeubles historiques, parfois même des églises, ont été transformés en logements ou ont subi des modifications architecturales dans le but de faciliter la vie quotidienne des occupants<sup>13</sup>. Ces usages propres à la vie quotidienne, sans aucun rapport avec le glorieux passé historique représenté par les monuments, brouillent les limites entre privé et public. L'opposition entre habitants et visiteurs, et plus généralement entre habitants et acteurs « externes » de la patrimonialisation, se fait ainsi en termes d'un « savoir vivre spécifique » aux espaces patrimonialisés : puisque ce sont des espaces exceptionnels, ils ne peuvent pas être occupés par n'importe qui et n'importe comment. Les groupes méritants s'octroient ainsi la légitimité d'occuper ces espaces en tant que mission civilisatrice et de sauvetage de biens qui autrement seraient voués à la disparition. L'appropriation identitaire, c'est-à-dire l'opération de « faire sien » un lieu ou une pratique (Gravari-Barbas, 2005, p. 150), se révèle alors une opération exclusive, en contradiction avec le caractère inclusif de la patrimonialisation prônée dans les récits institutionnels.

Face à la patrimonialisation des groupes dominants, qui se fait sur des biens définis comme « monuments » et selon des critères qui répondent au récit hégémonique de la ville, les classes populaires opèrent deux types de patrimonialisation différents. D'une part, la réappropriation des « monuments intentionnels » (Massa, 2002) à travers des pratiques liées à la vie quotidienne, qui viennent troubler les attentes d'utilisation et d'exploitation du bâti historique ; de l'autre, la création de nouvelles formes de patrimoine, qui célèbrent et transmettent la mémoire populaire. Dans les deux cas, l'appropriation patrimoniale « par le bas » peut être rapprochée de l'« art de la présence » analysé par

A. Bayat (2010), autrement dit à cette visibilité des populations dominées dans les espaces de la culture dominante.

À présent, le destin commun des espaces patrimonialisés, qu'ils soient « populaires » ou non, est celui de la valorisation foncière poussée, faisant de la patrimonialisation un outil d'aménagement à part entière. Un quartier plus accessible, plus attractif et mieux valorisé socialement, culturellement et symboliquement, verra très probablement sa valeur foncière augmenter, et donc une gentrification plus ou moins progressive. Si la patrimonialisation est le processus par excellence de valorisation et de protection d'un bien symbole d'une catégorie de la société, elle devient l'enjeu de la conservation de la mémoire de cette même catégorie. Comme le souligne V. Veschambre (2005), « [...] tout le monde n'a pas accès au "conservatoire de l'espace" » (Verret, 1995). L'accès à la patrimonialisation devient alors la possibilité de conserver sa propre mémoire, et par extension de décider de ce et ceux qui « méritent » d'être transmis à la postérité. Si les élites se reconnaissent dans la valorisation culturelle d'un certain nombre de monuments, autrement dit d'immeubles et d'espaces qui ne sont plus utilisés de nos jours, la protection de cette mémoire propre aux groupes dominés s'avère plus difficile car elle concerne des lieux encore pratiqués au quotidien. L'appropriation patrimoniale devient alors conflictuelle et la patrimonialisation, en tant que politique urbaine, contribue à la délégitimation des groupes dominés dans les centres-villes, à travers l'imposition d'une certaine typologie de pratiques et de valeurs.

Pour inverser cette tendance, le processus de patrimonialisation se doit d'être complètement repensé, afin de valoriser les mémoires et les pratiques populaires. La question qui se pose est alors de considérer comme patrimoine non seulement ce qui répond aux critères esthétiques et symboliques « officiels », mais tout objet autour duquel se construisent les mémoires collectives d'une population (Massa, 2002 ; Rautenberg, 2010). Dans ce sens, P. Nora (1986) analyse la mémoire comme un élément mouvant, dynamique, en ce qu'elle est « pratiquée », et ce afin de la différencier de l'histoire. Ainsi, nous pouvons penser le patrimoine comme un support de mémoire plutôt qu'un signe de pouvoir, autrement dit le lieu de cette relation entre un objet « pratiqué » et un groupe d'individus qui le « pratique » en tant que trace de soi sur le temps long de l'histoire. La question qui se pose est alors celle de la conservation des patrimoines « autres », c'est-à-dire de ceux qui font la mémoire des classes populaires, mais également de la possibilité pour ces groupes d'être des acteurs de la sauvegarde de « leur » patrimoine.

12. Entretien avec Gabriele C., habitant et président d'une association d'artisans du *centro antico*, 2014.

13. A. Postiglione., « Napoli, il tour degli scempi: tra chiese occupate o diventate luoghi di spaccio », *Il Fatto Quotidiano*, 5 mai 2013, [en ligne] <http://tv.ilfattoquotidiano.it/2013/05/05/napoli-tour-degli-scempi-dove-centro-non-e-piu-storico-ma-di-spaccio/231050/>, page consultée le 24 septembre 2016.

## Références bibliographiques

Amougou Mballa E., (2012), « Les processus de "patrimonialisation" et réflexivité », in C. Khaznadar (dir.), *Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine ?*, Arles, Actes Sud, pp. 205-236.

Bayat A., (2010), *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*, Amsterdam, Amsterdam University Press.

Béal V., (2014), « *Trendsetting cities* : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales », *Métropolitiques* [en ligne] [www.metropolitiques.eu/Trendsetting-cities-les-modeles-a.html](http://www.metropolitiques.eu/Trendsetting-cities-les-modeles-a.html)

Comune di Napoli, (2009), « Documento di Orientamento Strategico e Preliminare di Programma Integrato Urbano per il Centro Storico Patrimonio Unesco », [en ligne] [www.comune.napoli.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/12664/UT/systemPrin](http://www.comune.napoli.it/flex/cm/pages/ServeBLOB.php/L/IT/IDPagina/12664/UT/systemPrin)

Corona G., Franzini M., (2009), « Capire L'emergenza Rifiuti a Napoli. Un'introduzione », *Meridiana*, n°64, [en ligne] [www.jstor.org/stable/23204234](http://www.jstor.org/stable/23204234), pp. 9-25.

Devisme L., (2015), « Figures urbanistiques en régime prospectif. Pour une critique des pouvoirs de l'évocation », *Articulo – Journal of Urban Research*, Special issue 7, [en ligne] <http://journals.openedition.org/articulo/2731> ; DOI : 10.4000/articulo.2731

Di Méo G., (2007), « Processus de patrimonialisation et construction de territoire », in *Patrimoine et industrie : connaître pour valoriser. Actes du colloque Patrimoine et industrie : connaître pour valoriser*, Poitiers-Châtelleraut, [en ligne] <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00281934>

Froment P., Grésillon B., (2014), « Introduction », *Rives méditerranéennes*, n°47, [en ligne] <http://journals.openedition.org/rives/4556>

Gravari-Barbas M., (dir.), (2005), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, [en ligne] <http://books.openedition.org/pur/2208>

Gravari-Barbas M., (2012), « Tourisme et patrimoine, le temps des synergies ? », in C. Khaznadar (dir.), *Le patrimoine, oui, mais quel patrimoine ?*, Arles, Actes Sud, pp. 375-399.

Harvey D., (1998 [1989]), *L'esperienza urbana*, Milan, Il Saggiatore.

Harvey D., (2008 [2001]), *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies ordinaires.

Lazzarotti O., (2010), « Tourisme culturel et patrimoine : quelques analyses pour un Monde habitable », *Articulo-Journal of Urban Research*, Briefings, [en ligne] <http://journals.openedition.org/articulo/1509>

Massa P., (2002), « Lo spazio simbolico: riflessioni su alcuni luoghi della memoria popolare napoletana », in A. Signorelli (dir.), *Cultura popolare a Napoli e in Campania nel Novecento*, Napoli, Guida, pp. 75-83.

Morin E., (1969), « De la culturalanalyse à la politique culturelle », *Communications*, n°14, « La politique culturelle », [en ligne] [www.persee.fr/doc/comm\\_0588-8018\\_1969\\_num\\_14\\_1\\_1192](http://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_1969_num_14_1_1192), pp. 5-38.

Nora P. (dir.), (1986), *Les lieux de mémoire. II, La Nation*, Paris, Gallimard.

Pérouse J.-F., (2011), « Istanbul capitale culturelle dell'Europa-2010 : consacrazione, chance o cache-misère ? », in S. Palidda (dir.), *Città mediterranee e deriva liberista*, Messina, Mesogea, pp. 71-84.

Rautenberg M., (2010), « Patrimoine et populaire sont-ils compatibles ? Éléments pour une discussion critique de la notion de patrimoine populaire », in J.-C. David et S. Müller-Celka (dir.), *Patrimoines culturels en Méditerranée orientale : recherche scientifique et enjeux identitaires*, 4<sup>e</sup> atelier (25 novembre 2010) : « Patrimoine institutionnel et patrimoine populaire. L'accession au statut patrimonial en Méditerranée orientale », rencontres scientifiques en ligne de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Lyon, [en ligne] [www.mom.fr/sites/mom.fr/files/img/Ressources\\_numeriques\\_et\\_outils/Documents\\_numerises/Colloques\\_texte\\_integral/Patrimoines\\_culturels\\_en\\_Mediterranee\\_orientale/4eme\\_atelier/Rautenberg.pdf](http://www.mom.fr/sites/mom.fr/files/img/Ressources_numeriques_et_outils/Documents_numerises/Colloques_texte_integral/Patrimoines_culturels_en_Mediterranee_orientale/4eme_atelier/Rautenberg.pdf)

Russeau S., (2005), « Logiques d'acteurs et processus d'inscription à l'UNESCO », in M. Gravari-Barbas (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, [en ligne] <http://books.openedition.org/pur/2257>, pp. 333-350.

Sassen S., (2009 [2006]), *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard.

Vallat C., Marin B., Biondi G., (1998), *Naples, démythifier la ville*, Paris, L'Harmattan.

Veschambre V., (2005), « Effacement et réappropriation de l'habitat populaire dans les centres anciens patrimonialisés : les exemples du Vieux-Mans et de la Doutre à Angers », in M. Gravari-Barbas (dir.), *Habiter le patrimoine. Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, [en ligne] <http://books.openedition.org/pur/2247>, pp. 245-264.

## Biographie

Architecte et géographe de formation, après avoir soutenu en 2016 une thèse en aménagement de l'espace et urbanisme intitulée *Mériter la ville globalisée : la production des espaces urbains en centre-ville, entre discours et pratiques micro-locales. Naples et Le Caire*, à l'université Paris X-Nanterre, **MARTA PAPPALARDO** est actuellement postdoctorante à l'université Grenoble-Alpes, UMR CNRS 5194 Pacte. Ses travaux de recherche, entre l'Europe et l'Afrique, sont centrés sur trois questions majeures, reliant sciences sociales, géographie et urbanisme : les pratiques des habitants et usagers des espaces urbains ; la globalisation dans la planification urbaine et son articulation avec les organisations spatiales locales ; le décentrement de la pensée urbaine, à travers l'analyse des mobilisations des habitants pour le « droit à la ville ».

Elle a notamment publié « Patrimonialisation et aménagement urbain au centre-ville du Caire entre nostalgie du passé et construction de l'avenir », *lo Squaderno*, n°43, « Urban Nostalgia. Between radical and reactionary imaginaries », 2017, [en ligne] <http://www.losquaderno.professionaldreamers.net/?cat=179> ; « Le centre historique de Naples : patrimonialisation contre pratiques populaires ? », *Articulo-Journal of Urban Research*, Special issue 5, 2014, [en ligne] <http://journals.openedition.org/articulo/2479> ; avec P.-A. Barthel et A. Deboulet, « Le "Caire 2050" : l'entrée dans la compétition globale par le renouvellement urbain », in A. Le Blanc et al. (dir.), *Métropoles en débat : (dé)constructions de la ville compétitive*, Presses universitaires de Paris-Ouest (Espace et justice), 2014.

[marta.pappalarado84@gmail.com](mailto:marta.pappalarado84@gmail.com)